

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Déclaration Publique

AI Index: AFR 31/007/2007 (Document Public)  
Nr du Service de Presse : 118  
28 juin 2007

**Embargo: 28 juin 2007 00:01 GMT**

## Côte d'Ivoire: Des colliers brisés pour demander réparation

Cette semaine, le Président Laurent Gbagbo et le Premier ministre Guillaume Soro vont recevoir des centaines de colliers brisés envoyés par des milliers de membres d'Amnesty International dans le monde. Ces colliers brisés accompagnent une pétition signée par quelque 20 000 personnes résidant notamment au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal, au Togo, ainsi qu'en France, au Canada, en Autriche, en Italie, aux Pays-Bas et aux États-Unis.

Ces colliers et ces pétitions se veulent un signe concret de la solidarité des membres d'Amnesty International avec les centaines voire les milliers de femmes et de jeunes filles victimes de violences sexuelles commises en Côte d'Ivoire depuis décembre 2000 dans le cadre du conflit politique et militaire qui a déchiré le pays.

Par cette action, les membres d'Amnesty International lancent un appel aux autorités ivoiriennes afin qu'elles dénoncent publiquement la violence à l'égard des femmes et qu'elles mettent tout en oeuvre pour leur fournir réparation. Il est notamment urgent de mettre en place un programme d'ensemble proposant un soutien médical, social et juridique aux victimes de viol et d'autres formes de violence sexuelle.

Un très grand nombre de femmes continuent à souffrir des conséquences de ces violences sexuelles et de nombreuses vies pourraient être sauvées si une action coordonnée dotée de moyens adéquats était immédiatement mise en oeuvre.

### Informations générales

Dans son rapport, *Côte d'Ivoire. Les femmes, victimes oubliées du conflit*, publié en mars 2007, Amnesty International a dénoncé les violences sexuelles perpétrées de manière répandue et parfois même systématique par toutes les parties au conflit ou par des civils proches de ces forces et de ces groupes.

De nombreuses femmes ont subi des viols collectifs ou ont été enlevées par des combattants qui les ont réduit à l'esclavage sexuel et les ont considérées et traitées comme un bien qu'ils possédaient. Des femmes ont également été attaquées pour des raisons politiques et ethniques, notamment par les forces de sécurité gouvernementales et leurs partisans.

Beaucoup de femmes souffrant de blessures ou de maladies causées par le viol -- et dont certaines sont mortelles -- n'ont pas accès aux soins médicaux dont elles ont besoin. Victimes d'ostracisme suite à leur viol, un certain nombre de femmes, souvent avec des enfants à charge, ont été abandonnées par leur mari ou leur famille, ce qui les a condamnées à une extrême pauvreté.